

Le lobby médical obtient de faire payer les rendez-vous non honorés...

écrit par Maxime | 31 janvier 2024





Ah, ces médecins, dont Molière se méfiait tant...

Non contents d'obtenir régulièrement des revalorisations de tarifs (26 euros 50 pour un généraliste, dont 10 minimum resteront à charge du patient, sauf s'il a l'AME naturellement, ou de sa mutuelle, ce qui revient au même puisque les mutuelles ne sont pas gratuites), ceux qui pour la plupart étaient des forcenés du vaxxin pendant le covid ont obtenu une nouvelle victoire : faire payer les consultations des patients qui ne sont pas venus au rendez-vous fixé.

<https://www.lefigaro.fr/social/si-on-a-un-rendez-vous-medical-et-qu-on-ne-vient-pas-on-paie-gabriel-attal-parviendra-t-il-a-appliquer-la-taxe-lapin-20240130>

On vous dira qu'ils ont fait de longues études... Certes, mais

comme la plupart des jeunes désormais. Le doctorat ce n'est que trois ans de plus que le master 2 si répandu désormais et qui plus est, il est rémunéré correctement pour les internes en médecine.

Dépassements d'honoraires à gogo pour les spécialistes profitant de la rareté de l'offre dans les déserts médicaux, liberté d'installation laissant des territoires entiers dépourvus d'un accès normal à la médecine, avec des gens qui meurent sur les brancards des urgences où le personnel ne fournit plus, parce qu'il n'y a pas de médecins en nombre suffisant dans le département... Des semaines, des mois, des années pour obtenir un rendez-vous.

Le patient n'a jamais aussi bien porté son nom quand il attend, lui, 2 heures en salle d'attente pour avoir un rendez-vous parce que plusieurs patients ont eu un rendez-vous à la même heure, ou que le médecin est arrivé en retard au cabinet...

Alors oui il doit bien être tentant parfois de quitter la salle d'attente quand le patient en a assez de patienter, ou tout simplement a des obligations qui l'empêchent d'être reçu à 11 heures au lieu de 9, et se résout à prendre son mal en patience...

Alors que les médecins sont en haut du palmarès des personnes les mieux rémunérées, constituent un vivier électoral de prédilection de la Macronie, que tant de Français ne peuvent se faire soigner car leur médecin a préféré vivre à Arcachon qu'à Guéret, et que l'Etat ne fait rien pour obliger ces quasi-fonctionnaires, détenteurs d'un monopole public et bénéficiaires d'un numerus clausus (<https://www.publicsenat.fr/actualites/societe/d-ou-vient-le-fameux-numerus-clausus-qui-limite-le-nombre-de-medecins-pendant-50-ans>), à aller s'installer au plus vite dans les déserts médicaux pour remédier aux problèmes constatées, ils obtiennent le droit de facturer des consultations qui n'ont

pas lieu.

Tout travail mérite salaire et tout salaire suppose travail...
sauf dans le cas présent visiblement.

Encore un privilège exorbitant concédé par la caste, par Attal, si sensible aux jérémiades de ceux qui, comme lui, font partie des privilégiés...

Pourtant, dans les conditions actuelles où ce sont les patients qui manquent cruellement de médecins, peut-on vraiment penser qu'un lapin par-ci par-là va vraiment causer un préjudice au cabinet médical où les patients s'accumulent dans la salle d'attente ?

Est-ce que nous, patients, on nous indemnise des retards du médecin ?

Pourquoi ne pas payer la consultation à moitié prix pour cause de retard de 1 ou 2 heures, finalement ?

Et surtout, comment cette mesure pourra-t-elle être mise en oeuvre dès lors que sur le plan juridique, il est interdit de se constituer une preuve à soi-même et donc le médecin réclamerait des honoraires sur la base d'un rendez-vous fixé souvent oralement avec le secrétariat ?

Cela suppose pour fonctionner que le patient ait pris son rendez-vous via une plateforme comme « doctolib » avec un traçabilité informatique de sa demande.

Une plateforme informatique que tout le monde ne maîtrise pas, notamment les plus âgés.

Mais si finalement le patient guérit dans le délai, souvent long, avant d'avoir un rendez-vous, ira-t-on lui reprocher de ne plus être malade ?

On voit bien qu'encore une fois, l'esprit de lucre préside à cette entourloupe dont va être victime le bétail des

patients que nous sommes, le bétail à carte vitale...

Et si la consultation qui n'a pas eu lieu est facturée, on peut s'attendre à des fraudes massives au préjudice de la Sécurité sociale, comme tous ces rendez-vous fictifs dans les affaires d'escroqueries dans le domaine de la santé :

<https://www.letelegramme.fr/cotes-d-armor/dans-les-cotes-darmor-ce-kine-devra-rembourser-42-000-eur-a-la-cpam-6515943.php>

<https://www.lunion.fr/id494382/article/2023-06-15/juge-laon-pour-avoir-detourne-243-000eu-la-securite-sociale>

Que le patient vienne ou pas, c'est finalement le risque de l'activité libérale. Le secteur médical a la particularité de toucher à la personne, à son corps, à son psychisme (un peu trop, avec ces arrêts maladie pour dépression accordés à de bons comédiens qui savent profiter du système...).

On ne peut pas exiger d'une personne qu'elle reste malade, qu'elle demeure mal en point, si finalement le jour du rendez-vous, elle va mieux et n'a plus besoin de voir le médecin.

Ne parle-t-on pas de la méthode Coué, de l'effet placebo... de tous ces ressorts psychosomatiques échappant à la science qui permettraient d'obtenir une guérison sans traitement ?

Qu'Attal décide de placer les rendez-vous médicaux non honorés dans son discours de politique générale en dit long sur son asservissement à la bourgeoisie qui est tant son vivier électoral que son milieu d'appartenance... (C. Tassin : ou plutôt son allégeance à Big Pharma, essentiel pour Macron ; qu'on se souvienne de sa folie covidienne contre ceux qui refusaient de financer Pfizer et les autres)

Les vrais problèmes de la France, la paupérisation d'une grande partie du peuple jusqu'à la classe moyenne comprise,

l'insécurité, la perte d'identité des Français... auraient dû être ses principales préoccupations.

Bien au contraire, Attal s'inquiète que les riches ne puissent pas devenir encore plus riches à un rythme assez soutenu à son goût.

Il montre par là même son incapacité à comprendre le peuple français du fait d'une culture de l'inégalité sociale propre à sa caste.